

L'action partielle et l'abus de droit

Alice de Benoit (étudiante en Master à l'Université de Fribourg après un Bachelor à l'Université de Lausanne)

The present contribution analyzes the admissibility of partial claims and the cases in which they may prove to be abusive. It also shines a light on the inequality of arms between the plaintiff and the defendant, who under certain circumstances cannot avoid another action brought against him. The author is of the opinion, that a revision of the CPC would be necessary to preserve the balance between the plaintiff's and the defendant's interests. De lege ferenda, Art. 224 para. 1 CPC must provide an exception for counterclaims filed in defense of partial claims.

Abstract provided by the Editorial Board

Introduction

L'objet de cette contribution est l'admissibilité des actions partielles et les cas qui peuvent se révéler abusifs. Nous mettrons ainsi l'accent sur l'inégalité des armes entre le demandeur partiel et le défendeur, lequel n'aura dans certains cas que peu de moyens de défense. Il conviendra alors d'évoquer les diverses questions procédurales qui en découlent. Nous étudierons également les alternatives proposées par les auteurs et celles que nous privilégions, tout en gardant un esprit critique à la lumière de notre étude.

I. L'action partielle

A. Nature

La possibilité d'introduire une action partielle est déduite de l'art. 86 CPC. Elle résulte de la maxime de disposition, prévue par l'art. 58 CPC, selon lequel l'objet du litige est déterminé par les parties¹. Dès lors, le demandeur qui détient une prétention divisible

n'est pas obligé de conclure à l'attribution de l'entier de sa prétention².

B. Intérêts pour le demandeur

Le demandeur peut avoir des intérêts multiples à introduire une action partielle. Celui-ci « peut ainsi réduire ses frais judiciaires – qui dépendent de la valeur litigieuse – ou ne porter devant les tribunaux que la partie de la prétention pour laquelle la situation juridique est claire »³. En effet, il peut être opportun de réduire la valeur litigieuse, laquelle a une influence directe sur la compétence des tribunaux, la procédure applicable ainsi que le montant des frais judiciaires⁴.

II. L'interdiction de l'abus de droit

L'introduction d'actions partielles ne doit être admise que dans le respect des règles de la bonne foi applicables en procédure selon l'art. 52 CPC. Ainsi, certains comportements constitutifs d'un abus de droit manifeste au sens de l'art. 2 al. 2 CC ne sont pas protégés par la loi⁵.

Dès lors, une action partielle sera jugée illicite si elle vise à éluder les règles sur la compétence ou à échapper à la procédure ordinaire, si elle porte préjudice au défendeur ou encore si l'action partielle constitue un comportement contradictoire⁶. Nous allons examiner plus en détail ces divers cas de figure.

A. L'intention d'éluder les règles sur la compétence ou d'échapper à la procédure ordinaire

Un demandeur partiel peut être tenté d'adapter ses allégations afin de justifier les compétences

¹ Arrêt du TF 4A_633/2012 du 21 février 2013 consid. 2.4 ; BOHNET François, in : Bohnet et al. (édit.), Code de procédure civile commenté, Bâle 2011, no 4 ad art. 86 (cité : BOHNET, CPC commenté) ; MARKUS Alexander, in : Berner Kommentar zum schweizerischen Privatrecht – Schweizerische Zivilprozessordnung, vol. II, Berne 2012, no 1 ad art. 86 ; HOHL Fabienne, Procédure civile, Introduction et théorie générale, vol. I, Berne 2001 (cité : HOHL, vol. I), no 259.

² BOHNET François, Procédure civile, Bâle 2011 (cité : BOHNET, Procédure civile), p. 224 ; pour plus de développements, voir aussi : Bohnet, CPC commenté, op. cit., art. 86. Pour des considérations sur la force de chose jugée, cf. ATF 125 III 8 consid. 3b, SJ 1999 I 273.

³ Conseil fédéral, Message du 28 juin 2006 relatif au code de procédure civile suisse (cité : Message CPC), FF 2006 p. 6900.

⁴ BOHNET, CPC commenté, op. cit., no 6 ad art. 86 ; HOHL, vol. I, op. cit., no 258.

⁵ ABBET Stéphane, Le principe de la bonne foi en procédure civile, in : SJ 2010 II p. 221 s., 222.

⁶ HOHL, vol. I, no 260 ; HOFMANN David / LÜSCHER Christian, Le Code de procédure civile, Berne 2009, p. 39.

successives de certaines instances⁷. Cela a été le cas dans une affaire vaudoise où la recourante avait dans un premier temps actionné en paiement de 7'999 fr. 95 alors qu'elle aurait dû faire valoir sa créance totale de 13'098 fr. 65 devant le président du Tribunal d'arrondissement⁸. Les juges vaudois ont ainsi jugé illicites de telles actions partielles, l'intention d'éluder les règles sur la compétence étant manifeste⁹.

Au contraire, deux arrêts cantonaux nous donnent des exemples de cas dans lesquels l'intention manifeste d'éluder les règles de compétence n'a pas été retenue. Dans l'un d'eux, l'intimé « aurait plutôt cherché à limiter ses frais de procédure alors que la personne du débiteur était incertaine »¹⁰. La cour a ainsi jugé que ce justiciable pouvait se prévaloir d'un intérêt à agir de la sorte et a conclu au rejet du moyen de droit¹¹. Dans une autre affaire, le Tribunal cantonal vaudois a considéré que l'insolvabilité du défendeur constituait une raison suffisante pour que le demandeur divise ses prétentions afin de ne pas courir le risque de supporter les frais inhérents à une procédure qui porterait sur le tout¹².

En revanche, même si une première action partielle pouvait être justifiée par un tel intérêt, le Tribunal fédéral a constaté qu'il n'était pas arbitraire de déclarer irrecevable la seconde action partielle qui ne pouvait alors plus se prévaloir d'un intérêt suffisant¹³. En effet, l'ouverture d'une deuxième action partielle, qui ne sera pas nécessairement la dernière, peut apparaître comme l'utilisation d'une institution juridique contrairement à son but, ce qui constitue un abus de droit¹⁴.

B. Porter préjudice au défendeur

Eu égard au fait qu'une action partielle ne doit pas porter préjudice au défendeur, les juges vaudois ont relevé que « seule la privation des voies de recours ordinaires constitue un préjudice »¹⁵. Cela vise en

particulier le fait que la partie adverse soit privée d'un recours en réforme au Tribunal fédéral en raison de la division de la cause, laquelle abaisse la valeur litigieuse en dessous du seuil admis¹⁶.

C. L'attitude procédurale contradictoire

L'interdiction de l'abus de droit sanctionne celui qui adopte une attitude procédurale contradictoire¹⁷. Cela concerne le cas où le défendeur à une action partielle successive avait placé sa confiance dans le fait qu'il n'ait pas à subir un deuxième procès¹⁸. En effet, celui-ci pouvait considérer de bonne foi que l'entier du litige avait été réglé lors de la procédure précédente, celle-ci ayant été « limitée par soucis de simplification et d'économie »¹⁹. L'introduction d'une seconde action peut alors être jugée abusive et ainsi déclarée irrecevable (cf. infra IV.B.2.)²⁰.

Par contre, un défendeur ne pourra simplement se prévaloir de la bonne foi en invoquant un retard dans l'ouverture de l'action partielle conduisant au solde de la prétention. En effet, selon le Tribunal fédéral, « on ne saurait abréger systématiquement [les] délais [de prescription] par le biais de l'art. 2 CC »²¹. Il faut davantage se baser sur les circonstances particulières de l'espèce pour juger un comportement comme étant abusif²².

III. Les moyens de défense

A. La jonction des causes

Lorsque deux actions partielles sont introduites simultanément, le défendeur peut demander la jonction des causes sur la base de l'art. 125 let. c CPC²³. Il revient alors au juge de décider s'il est opportun d'ordonner une telle mesure sur la base du critère de la simplification du procès²⁴. Ainsi, si deux actions partielles sont déposées en même temps, chacune de

⁷ ABBET, op. cit., p. 236.

⁸ JdT 2008 III 99, consid. 5b.

⁹ Ibid.

¹⁰ JdT 1990 III 11, consid. 4.

¹¹ Ibid.

¹² Cf. JdT 1952 III 112 ; BONARD Paul, Les sanctions des règles de compétence, thèse, Lausanne 1985, p. 137.

¹³ TF 4A_104/2011 du 27 septembre 2011.

¹⁴ Ibid., consid. 3.4.

¹⁵ JdT 1990 III 11, consid. 4 et réf. citées.

¹⁶ JdT 2008 III 99, consid. 5b.

¹⁷ ABBET, op. cit., p. 236 ; STEINAUER Paul-Henri, Le Titre préliminaire du Code civil, Bâle 2009, no 589.

¹⁸ JdT 2008 III 99, consid. 6 ; TAPPY Denis, Notes sur l'action partielle et ses sanctions, in : JdT 2008 III p. 99, 108 (cité : TAPPY, Notes).

¹⁹ Ibid.

²⁰ Ibid.

²¹ ATF 116 II 428, consid. 2, JdT 1991 I 354 (trad.).

²² Ibid.

²³ HOHL Fabienne, Procédure civile, Compétence, délais, procédures et voies de recours, vol. II, 2e éd., Berne 2010 (cité : HOHL, vol. II), no 1492.

²⁴ HALDY Jacques, in: Bohnet et al. (édit.), Code de procédure civile commenté, Bâle 2011 (cité : HALDY, CPC commenté), no 6 ad art. 125.

valeur inférieure à 30'000 fr., elles seront transmises au tribunal compétent après jonction des causes et la procédure ordinaire s'appliquera²⁵.

B. L'action reconventionnelle en constatation négative de droit

1. Nature et conditions

Dans les cas où le demandeur n'ouvre qu'une seule action partielle dans l'intention d'intenter des procès successifs, le défendeur peut prendre des conclusions reconventionnelles en négation de droit afin d'introduire au procès la totalité de la prétention litigieuse²⁶. La reconvention permet alors de prémunir le défendeur d'un nouveau procès et constitue une économie de procédure²⁷.

2. Valeur litigieuse et procédure applicable

Lorsqu'une demande reconventionnelle en constat négatif vient à l'encontre d'une demande partielle, la valeur litigieuse résulte du montant total de la prétention²⁸. En effet, « les conclusions négatoires du défendeur doivent être considérées comme l'exercice d'une prétention du demandeur. En conséquence, les deux prétentions s'additionnent »²⁹.

Ainsi, la valeur litigieuse d'une reconvention en constat négatif supérieure à 30'000 fr. impose l'application de la procédure ordinaire (art. 243 al. 1 CPC a contrario). En vertu de l'art. 224 al. 1 CPC, la demande reconventionnelle n'est admissible que si elle est soumise à la même procédure que la demande principale. Il ne sera alors pas possible de faire valoir une telle reconvention à l'encontre d'une

action partielle soumise à la procédure simplifiée. En conséquence, si un demandeur avait limité ses conclusions à 30'000 fr. dans l'optique de bénéficier, par exemple, de la juridiction prudhomale, le défendeur risque bien de se retrouver démun³⁰.

IV. Les conséquences procédurales

A. Le transfert à la juridiction compétente

Lorsque l'action reconventionnelle relève de la même procédure que l'action partielle, il se peut que la valeur litigieuse de la demande reconventionnelle excède les attributions *ratione valoris* du juge saisi³¹. Dans un tel cas, l'article 224 al. 2 CPC prévoit un report de cause³². Etant donné que les deux demandes s'excluent, la cause toute entière sera transmise au juge compétent en raison de la nouvelle valeur litigieuse, et cela conduira à l'incompétence de la juridiction initialement saisie³³.

Les possibilités d'une demande reconventionnelle en procédure simplifiée étant strictement limitées, les cas d'application de cette disposition se font rares³⁴. Cela péjore ainsi davantage la situation du défendeur.

B. L'irrecevabilité

1. De l'action reconventionnelle

Lorsque la condition de l'identité des procédures applicables prévue par l'art. 224 al. 1 CPC n'est pas remplie, le tribunal doit prononcer l'irrecevabilité de la demande reconventionnelle³⁵.

La prétention reconventionnelle qui ne serait pas soumise à la même procédure que la demande partielle devra faire l'objet d'une procédure ordinaire séparée³⁶. C'est la solution que préconisent également GREMPER/MARTIN, qui précisent cependant que celle-

²⁵ HOHL, vol. II, no 1492.

²⁶ JdT 2008 III 99, consid. 5a ; Hohl, vol. II, op.cit., p. 270. Sur la problématique liée à l'intérêt digne de protection, une controverse existe entre d'une part la jurisprudence (arrêt du TF 5C.252/2006 du 1er mai 2007 ; ATF 42 II 696, consid. 4, JdT 1917 I 322 (trad.)) et la doctrine majoritaire (BOHNET, CPC commenté, no 67 ad art. 88 ; TAPPY, Notes, p. 105) et BERTI d'autre part (BERTI Stephen, Gedanken zur Teil(anspruchs)klage nach Art. 84 E ZPO CH, in : RSPC 2007 pp. 77 à 86 [cité : BERTI, Art. 84 E ZPO] ; BERTI Stephen, Zur Teilklage nach Art. 86 ZPO der Schweizerischen Zivilprozessordnung, pp. 39 à -52, in : HAVE, Haftpflichtprozess 2010, Zurich / Bâle / Genève 2010 [cité : BERTI, Teilklage], p. 44 ss).

²⁷ Conseil fédéral, Message CPC, pp. 6900 et 6947.

²⁸ TAPPY Denis, in : Bohnet et al. (édit.), Code de procédure civile commenté, Bâle 2011 (cité : TAPPY, CPC commenté), no 15 ad art. 94 ; sur ce point, voir également HAAS Ulrich/SCHLUMPF Michael, Teilklage und Feststellungswiderklage nach der neuen ZPO, in : PJA 107/2011 pp. 302 et 307.

²⁹ BONARD, op. cit., p. 137.

³⁰ TAPPY, CPC commenté, no 16 ad art. 94.

³¹ BONARD, op. cit., p. 137.

³² TAPPY, CPC commenté, no 21 ad art. 224.

³³ HOHL, vol. II, no 367.

³⁴ Par exemple, en droit vaudois, le seul cas d'application de cette disposition en procédure simplifiée ne peut être constitué que d'une demande partielle de valeur inférieure à 8'000 fr. avec une reconvention qui ne dépasserait pas la limite des 30'000 fr. (cf. KILLIAS Laurent, in : Berner Kommentar zum schweizerischen Privatrecht – Schweizerische Zivilprozessordnung, vol. II, Berne 2012, no 38 ad art. 224). De ce fait, la cause qui avait été introduite chez le juge de paix sera déférée au président du Tribunal d'arrondissement (art. 96d et 113 LOJV).

³⁵ HOHL, vol. II, no 1512.

³⁶ Ibid.

ci ne pourra porter que sur le montant qui excède celui de l'action partielle, sans quoi la litispendance aura déjà été instaurée³⁷. Cette solution a également été examinée par HAAS/SCHLUMPF, avec une suspension de la procédure ouverte ultérieurement³⁸. Toutefois, ils finissent par refuser cette alternative qui se révèle peu économique et engendre un risque de décisions contradictoires³⁹.

2. De l'action partielle

L'application du principe de l'interdiction de l'abus de droit a comme conséquence que l'exercice du droit n'est plus possible pour la partie qui aurait pu agir de façon contraire à la bonne foi⁴⁰. Alors, si une action partielle est jugée abusive, elle sera déclarée irrecevable par le juge. Il convient toutefois de nuancer ces propos.

En effet, selon TAPPY, lorsque le défendeur peut opposer une action reconventionnelle négative pour le tout, il n'y a pas lieu d'envisager l'irrecevabilité de l'action partielle, quand bien même celle-ci éluderait les règles sur la compétence ou restreindrait les possibilités de recours⁴¹. Cet auteur considère ainsi que cette faculté représente en général une sanction suffisante, du moins lorsqu'une telle reconvention est possible (cf. supra IV.A.-B.1.)⁴². Pour lui, ce n'est qu'exceptionnellement qu'une première action partielle destinée à contourner les règles sur la compétence pourrait être déclarée irrecevable, dans les cas où l'intention abusive serait particulièrement flagrante et choquante⁴³.

Cependant, à la lumière de la condition posée par l'art. 224 al. 1 CPC, nous pensons que les possibilités du défendeur se révèlent pour le moins minces et qu'il peut ainsi arriver fréquemment qu'elles ne constituent pas une solution suffisante. Dans cette perspective, l'action partielle ne devrait pas être déclarée irrecevable si exceptionnellement, contrairement à ce que soutient TAPPY.

Un autre cas de figure auquel nous pouvons être confronté est l'introduction d'une seconde action, portant sur le solde de la prétention de la demanderesse qui n'avait pas été revendiqué lors de la première procédure⁴⁴. Un arrêt cantonal a alors retenu l'argumentation que nous avons relevé sur l'attitude contradictoire (supra II.C.), selon laquelle « [la défenderesse] ne devait pas s'attendre à une autre action subséquente » au vu du comportement de la demanderesse⁴⁵. La Chambre des recours a donc conclu au rejet du recours, jugeant la seconde action comme étant illicite.

C. Les sanctions

Une mise à la charge des frais judiciaires est prévue par l'art. 115 CPC envers celui qui a procédé de mauvaise foi, cela même dans les procédures gratuites⁴⁶. En outre, l'art. 128 al. 3 CPC permet au tribunal de sanctionner d'une amende disciplinaire la partie ou son représentant qui use de mauvaise foi⁴⁷.

Par ailleurs, BOHNET préconise que le calcul des frais judiciaires se fasse sur la base de la valeur litigieuse que représente l'ensemble de la prétention⁴⁸. Cette parade à la tentative du demandeur de bénéficier indûment de la procédure simplifiée et des frais judiciaires moins élevés nous semble adéquate et justifiée.

V. Les alternatives proposées

Premièrement, plusieurs auteurs sont d'avis que la balance des intérêts ainsi que l'égalité des armes entre les parties impliquent une approbation facilitée de la demande reconventionnelle⁴⁹. Au contraire, BERTI propose plutôt de privilégier le droit du demandeur de n'actionner que pour une partie de ses prétentions, étant moins favorable à l'introduction de conclusions reconventionnelles en constatation négative de droit⁵⁰. Nous ne partageons pas ce dernier avis, car nous sommes plutôt pour l'admission de telles reconventions. En effet, pour reprendre les mots de TAPPY : « la volonté de mettre fin au litige en un seul procès est conforme au principe d'économie de

³⁷ GREMPER Philippe / MARTIN Jakob, Zulässigkeit und Schranken der negativen Feststellungswiderklage im vereinfachten Verfahren nach der Schweizerischen ZPO, in : PJA 2011 pp. 90 et, 99.

³⁸ HAAS/SCHLUMPF, op. cit., p. 309.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ STEINAUER, op. cit., no 471 ss.

⁴¹ TAPPY, Notes, p. 106 ; voir aussi BONARD, op. cit., p. 137

⁴² TAPPY, Notes, p. 106.

⁴³ Ibid. Dans le même sens, voir aussi : JdT 1990 III 11, consid. 4 et BONARD, op. cit., p. 139.

⁴⁴ TAPPY, Notes, p. 107.

⁴⁵ JdT 2008 III 99, consid. 6.

⁴⁶ HOHL, vol. II, no 1504 ; HOFMANN/LÜSCHER, op. cit., p. 25.

⁴⁷ HOFMANN/LÜSCHER, op. cit., p. 25.

⁴⁸ BOHNET, CPC commenté, no 11 ad art. 86.

⁴⁹ GREMPER/MARTIN, op. cit., p. 93 ; HAAS/SCHLUMPF, op. cit., p. 309.

⁵⁰ BERTI, Art. 84 E ZPO CH, op. cit., p. 44 ss.

procédure ainsi qu'à une saine justice et nous paraît devoir être facilement admise »⁵¹.

Ce dernier relève qu'il est possible qu'en édictant les art. 86 et 224 al. 1 CPC, le législateur ait précisément souhaité accorder au demandeur la faculté d'imposer la procédure simplifiée⁵². Nous pensons que cette règle ne se justifie pourtant pas dans les cas d'actions partielles abusives, le demandeur n'étant en fin de compte pas fondé à se prévaloir de la procédure simplifiée lorsqu'il a détourné les règles sur la compétence.

GREMPER/MARTIN proposent un changement législatif qui serait selon nous satisfaisant. De lege ferenda, ces auteurs souhaiteraient qu'une demande reconventionnelle qui exigerait la procédure ordinaire puisse tout de même être introduite à l'encontre d'une demande partielle intentée en procédure simplifiée⁵³. Cela nécessiterait une révision de l'art. 224 al. 1 CPC afin que les demandes reconventionnelles en constatation négative de droit soient traitées différemment. Elles pourraient ainsi être exemptées de l'obligation d'une procédure similaire, malgré le dépassement des 30'000 fr. de valeur litigieuse exigée pour l'application de la procédure simplifiée⁵⁴.

De la même manière, le législateur aurait pu reprendre la règle qui prévalait avant le 1er janvier 2011 en matière de litiges résultant d'un contrat de travail dont la valeur ne dépasse pas 30'000 fr. En effet, il était alors prévu à l'art. 343 aCO que « le montant de la demande détermine la valeur litigieuse, sans égard aux conclusions reconventionnelles ». Ce serait alors au demandeur de déterminer la procédure applicable, notamment la procédure simplifiée qui pourrait ainsi être maintenue.

Nous sommes d'avis que cette solution législative pourrait permettre de sauvegarder les intérêts des deux parties. Toutefois, il faudrait veiller à ce qu'on ne détourne pas de cette manière les fondements des règles procédurales. En particulier, ne serait-il pas problématique qu'un juge doive appliquer la maxime inquisitoire simple et instruire les moyens de preuve

de prétentions plus élevées ? Peut-être que cela contredirait le but d'une telle procédure qui se veut simple et rapide.

Quant à HAAS/SCHLUMPF, ils soutiennent qu'un procès équitable ne peut être possible que si la demande partielle ainsi que la demande reconventionnelle étaient transférées au tribunal compétent en raison de la valeur litigieuse totale, conformément à l'art. 224 al. 2 CPC⁵⁵. Toutefois, selon la législation actuelle, cette disposition n'est applicable que si la condition prévue par l'alinéa premier est au préalable remplie⁵⁶. Nous sommes ainsi amené à confirmer qu'un changement législatif serait effectivement satisfaisant en la matière, en prévoyant une exception pour les cas d'action partielle avec reconvention en constat négatif.

Conclusion

Ainsi, nous pouvons constater qu'en l'état actuel de la législation, l'action reconventionnelle en constatation négative de droit ne constitue pas forcément un moyen de défense adéquat pour le défendeur. En effet, si l'action partielle a été introduite en procédure simplifiée, nous serons confrontés à une inégalité des armes entre le demandeur et le défendeur, ce dernier ne pouvant se prémunir d'un procès ultérieur. Si le défendeur ne peut introduire des conclusions négatoires dans la procédure pendante, sa seule possibilité serait alors d'ouvrir action dans une procédure séparée, avec le risque de décisions contradictoires sur le fondement même des prétentions litigieuses. De plus, un tel doublon serait contraire au principe d'économie de procédure. Dès lors, en considérant les nombreux désavantages pour le défendeur dans une telle situation, nous soutenons la possibilité pour le juge de déclarer d'emblée irrecevable la demande partielle.

Dans cette perspective, il conviendrait selon nous de déconseiller aux parties d'introduire des actions partielles, étant donné que celles-ci encourent un fort risque d'être déclarées abusives, en particulier lorsqu'elles sont introduites pour des raisons procédurales. HOFMANN/LÜSCHER partagent

⁵¹ TAPPY, Notes, p. 108.

⁵² IDEM, CPC commenté, no 16 ad art. 94.

⁵³ GREMPER/MARTIN, op. cit., p. 98.

⁵⁴ Ibid., p. 94.

⁵⁵ HAAS/SCHLUMPF, op. cit., p. 307

⁵⁶ JdT 2013 III 73 consid. 2.1.2.

également cette conception⁵⁷. Le Tribunal cantonal vaudois déclare également qu'on ne saurait « admettre trop facilement l'existence d'actions partielles, au risque de voir les procès se multiplier »⁵⁸.

Pour terminer, nous nous trouvons devant deux optiques : soit nous allons vers la remise en cause du principe de libre disposition, en empêchant l'introduction de demandes partielles jugées abusives

ou encore en considérant que le demandeur renonce implicitement au solde de ses prétentions⁵⁹, soit il faudrait attribuer la prépondérance au principe de l'économie de procédure, en favorisant davantage la prise de conclusions reconventionnelles en constatation négative de droit par le biais d'une modification législative. Ces deux perspectives sont ainsi à envisager avec comme objectif la protection optimale des intérêts des deux parties.

⁵⁷ HOFMANN/LÜSCHER, op. cit., p. 39.

⁵⁸ JdT 2008 III 99, consid. 6.

⁵⁹ Dans ce sens : HOFMANN/LÜSCHER, op. cit., p. 39.